



**Dans la guerre contre le virus, il y a 2 camps :
Les travailleurs sont au front
Les actionnaires sont planqués à l'arrière**

Poissy, le 22 mars 2020 à 20h

À longueur de journées, les consignes, les cris d'alarme, les supplications des médecins, des infirmières se succèdent avec un seul mot d'ordre : RESTEZ CHEZ VOUS !

En regardant ce qui s'est passé en Chine et maintenant en Italie, on a tous compris que pour arrêter la propagation du virus et ne pas engorger les hôpitaux, il faut rester confinés. Le syndicat des internes en médecine demande à Macron d'ordonner un confinement total, une demande restée sans réponse.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/coronavirus-les-jeunes-medecins-exigent-un-confinement-total-et-absolu-1187504>

Jusqu'à ce jour, à part les commerces non alimentaires, chaque patron peut garder son entreprise ouverte et obliger ses salariés à venir travailler au mépris de la santé publique.

Les ministres nous disent qu'il faut rester chez nous et en même temps qu'il faut aller travailler. La ministre du travail Pénicaud a même sommé le patronat du bâtiment de redémarrer les chantiers.

Macron et les ministres martèlent : il ne faut surtout pas que l'économie s'arrête. Dans leur langue il faut comprendre : il ne faut pas que la fabrication des profits s'arrête même si cela aggrave la crise sanitaire.

Les aveux d'Agnès Buzyn ont révélé que les ministres nous ont menti depuis le début. Ils savaient qu'un tsunami sanitaire se préparait et ils n'ont rien fait. Le gouvernement et le patronat qui nous obligent à venir travailler alors que l'activité n'est pas vitale sont des criminels.

De grandes entreprises comme Airbus à Marignane, près de Marseille, ont ordonné à leurs salariés de reprendre le travail dès ce lundi 23 mars. Ce sont 2 000 salariés qui vont sortir de chez eux pour travailler les uns sur les autres pendant 8h pour fabriquer non pas des masques, des blouses pour les hôpitaux mais pour fabriquer des hélicoptères de combat. On marche sur la tête !

A PSA Vesoul, la direction a maintenu 50 % de l'activité qui consiste à livrer des pièces détachées et à faire du stock pour les usines terminales. Ce sont 1 500 salariés qui risquent leur peau tous les jours, qui prennent le risque d'être contaminés et de ramener le virus dans leur famille. Il y a déjà 8 cas avérés, certains sont déjà hospitalisés. Une catastrophe sanitaire se joue à PSA Vesoul.

La direction de PSA se prépare à rouvrir toutes ses usines avant même que la propagation du COVID-19 ne soit maîtrisée dans le pays pour être le 1^{er} à gagner des parts de marché sur ses concurrents.

Sous prétexte de guerre contre le virus, Macron et le patronat nous mènent la guerre

Pour protéger ses profits, le patronat a le soutien sans faille du gouvernement. 345 milliards € d'aide publique aux entreprises du privé ont été votés **à l'unanimité** à l'Assemblée Nationale.

Comme en 2008, lors du krach boursier, de ces 345 milliards, on n'en verra pas un centime. Mais Macron nous demandera de les rembourser en nous imposant des sacrifices. On connaît la musique.

En plus des milliards € d'aides, le MEDEF a obtenu de Macron que nos droits collectifs soient attaqués. Avec la loi d'urgence sanitaire les 35h peuvent être remis en cause, l'employeur peut nous prendre une semaine de congés payés à la place du chômage partiel. C'est tout bénéfique pour les patrons !

Pour protéger notre santé, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes

Dans de nombreuses entreprises, les salariés ont réagi collectivement soit en utilisant leur droit de retrait soit carrément en faisant grève. Dans bien des cas comme à Amazon, les salariés ont gagné et ont imposé à leur direction de fermer l'entreprise ou obtenu des mesures pour travailler en sécurité.

https://www.saintnazairenews.fr/news/coronavirus-faut-il-fermer-les-chantiers-durant-le-confinement?utm_source=Facebook&utm_medium=SNNews

A PSA, nous devons nous préparer à refuser de revenir travailler en pleine crise sanitaire. Nous sommes des salariés. Notre seul bien est notre santé. Collectivement, nous pouvons imposer notre droit à la vie !

Gardons le contact et n'hésitons pas à discuter entre nous

Hôpitaux : une politique d'économies qui s'avère mortelle

Dans les médias, on voit de plus en plus de témoignages de soignants qui expliquent qu'ils ne peuvent plus faire face, notamment dans le Grand Est et à Mulhouse. Et c'est une situation qui va se généraliser sur tout le territoire.

Dimanche 22 mars, à 18h, il y avait 6 172 patients hospitalisés en France à cause du Covid-19, dont 1 525 cas graves en réanimation.

- Pourquoi les hôpitaux ne sont-ils pas en mesure de prendre correctement en charge tous les malades ?
- Pourquoi partout, a-t-il fallu faire de la place pour les patients atteints du Covid-19, au point d'annuler toutes les opérations ou les hospitalisations non urgentes ?
- Pourquoi à Mulhouse le chef des Urgences explique qu'ils sont obligés de « trier » ceux qu'ils pourront sauver, et ceux qu'ils devront laisser mourir ? Il a expliqué à la presse : « *au-delà de 75 ans, avec ou sans comorbidité (facteurs aggravant l'effet du virus), on n'intube plus* ».
- Est-ce que c'est l'augmentation fulgurante de l'épidémie qui est seule en cause, pour expliquer cette situation dramatique dans les hôpitaux ?

Non, l'épidémie touche un Hôpital qui est malade depuis longtemps. Malade des économies faites sur le dos de la Santé, avec des fermetures de services hospitaliers, des lits supprimés, des moyens très insuffisants et un manque criant de personnel.

Cela fait des mois que ce personnel tire la sonnette d'alarme, et lors de leurs dernières manifestations le gouvernement leur a répondu... avec des gaz lacrymo. Et aujourd'hui, on voit Macron qui ose prétendre que « la santé n'a pas de prix » ! Quelle hypocrisie et quel culot !

Eh bien si, elle a un prix pour ces gouvernements successifs qui n'ont eu de cesse d'économiser sur ce service ô combien utile à la société. Et tout cet argent récupéré sur l'Hôpital, il est allé alimenter les comptes en banque des grandes entreprises, et la spéculation.

Ce graphique, paru dans la presse, montre qu'en moins de 20 ans, c'est 100 000 lits qui ont été supprimés à l'hôpital... à mettre en parallèle avec les 6 172 patients hospitalisés à cause du Covid-19 aujourd'hui.

Actuellement le personnel soignant manque de tout : de masques, de respirateurs, de blouses, de gel, etc.

Si la priorité du gouvernement était réellement la guerre contre cette épidémie, on pourrait imaginer que demain, des travailleurs, comme nous à PSA qui ne sommes pas occupés par des productions indispensables, seraient volontaires pour produire tout le matériel qui manque aujourd'hui aux hôpitaux.

On pourrait imaginer que les travailleurs du bâtiment s'occuperaient de la construction d'hôpitaux pour accueillir les malades, tel que cela a pu se faire en Chine, en dix jours ! Ce n'est pas l'installation d'un hôpital militaire de 30 lits à Mulhouse qui va régler le problème, alors que dans cette ville c'est au bas mot 15 nouveaux patients qui sont intubés chaque jour.

Cette crise sanitaire démontre une nouvelle fois que dans une société entièrement tournée vers le profit, la priorité du gouvernement est d'abord de se préoccuper de la santé des affaires du patronat.

C'est une politique criminelle, au premier sens du terme !

Evolution du nombre de lits dans les hôpitaux en France

